

Du bruit mais pas de pistes claires

Hier, plusieurs membres de l'association Vacarmes ont exprimé leur mécontentement de ne pas être associés au débat sur l'avenir du site.

ILS sont restés à la porte de la réunion. Hier devant les grilles de la Chambre de commerce et d'industrie, une délégation d'une trentaine de membres de l'association Vacarmes, opposée à l'implantation d'une plate-forme aéroportuaire après que les militaires auront quitté la base, s'est cassée le nez. Les membres du comité du site n'ont pas voulu qu'ils rejoignent la table des négociations. Un refus de concertation qui a le don d'énerver Eric Fimbel, le président de Vacarmes (VigilAnce, AleRte et mobilisations Citoyens) : « Une fois de plus, nous n'avons pu accéder à la table du comité de site. On se trouve dans le secret et dans l'opacité la plus totale. A Reims, c'est bien le seul cas où nous sommes évincés comme

cela. Dans le Cambrésis ou sur des sites en Lorraine, nous avons voix au chapitre. Ici, tout se passe dans un cadre des plus confidentiels ».

Omerta

Impossible donc pour les membres de Vacarmes de retrouver les 57 autres membres du comité de site dans lequel siègent des élus, des représentants des institutions civiles, des représentants de la Défense ou encore des représentants des chambres consulaires (CCI et Chambre d'Agriculture) et des syndicats.

Mais l'association ne baisse pas les bras. Même éconduits de cette assemblée, les militants de Vacarmes ont distribué une lettre ouverte. Une manière de marquer le coup et



Que deviendra l'enceinte militaire ? Le député Robinet avoue « ne rien voir avancer ».

surtout de faire savoir à tous les membres du comité qu'ils les auront dans les pattes encore un moment.

« Il est vraiment dommage que l'on se prive de nos propositions et qu'on nous mette sous l'éteignoir de cette sorte. Visiblement, on dérange. Et de leurs côtés, c'est l'omerta », continue Eric Fimbel encore très décidé.

Aucun résultat

Du grand raout d'hier après-midi, il n'a pas filtré grand-chose. Seul le député Robinet a fait part de son « inquiétude, à un an de la fermeture de la base, de ne voir absolument rien avancer. Le préfet a terminé la séance en ordonnant des réunions du comité de site plus fréquentes.

J'avoue être inquiet quant à l'avenir. Nous nous rapprochons de l'échéance, les propositions des différents acteurs sont toujours les mêmes. Et le problème du financement n'est toujours pas résolu ». Une réunion trimestrielle plutôt qu'une réunion annuelle du comité de site suffira-t-elle ? L'avenir le dira.

Th.D.